

DV

N°39/CA du Répertoire

N° 99-111/CA₃ du greffe

Arrêt du 29 juin 2011

Affaire : Jean OKOU

C/

PREFET DU DEPARTEMENT
DE L'ATLANTIQUE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 22 août 1999 enregistrée au greffe de la Cour suprême le 31 août 1999 sous le n°807/GCS, par laquelle maître Alfred POGNON, avocat, a au nom et pour le compte de Jean OKOU, introduit devant la Haute Juridiction un recours en annulation contre l'arrêté préfectoral n°2/237/DEP-ATL-SG/SAD du 09 avril 1996 portant attribution de parcelles à titre de dédommagement ;

Vu le courrier n°1862/GCS en date du 20 octobre 1999 reçu le 26 octobre 1999 en l'étude du conseil susnommé, par lequel le requérant a été invité à accomplir la formalité préalable obligatoire de consignation prévue à l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 alors en vigueur ;

Vu le courrier n°0029/GCS du 05 janvier 2000 reçu le 11 janvier 2000 en l'étude dudit conseil, invitant le requérant à produire son mémoire ampliatif ;

Vu la correspondance n°781/GCS du 27 mars 2000 reçue le 31 mars 2000, par laquelle mise en demeure a été adressée au requérant par l'organe de son conseil lui impartissant un nouveau et dernier délai pour le dépôt de son mémoire ampliatif, de même qu'ont été rappelées à son attention les dispositions des articles 69 et 70 de l'ordonnance n°21/PR déjà citée ;

Vu la lettre n°1315/GCS du 23 mai 2000 par laquelle la requête introductive d'instance et les pièces en annexe ont été communiquées à l'administration préfectorale pour ses observations en défense ;



Noto fid / L n° 4108-41094110-4111-4112/688 du 31/12/2012

[Signature]

88

Vu la lettre n°1990/GCS du 20 août 2001 reçue le 27 août 2001 en l'étude du même avocat, par laquelle le requérant a été invité à faire parvenir à la Cour, copie du recours gracieux qu'il a exercé et les justificatifs y afférents ;

Vu le courrier n°2926/GCS du 09 août 2004 reçu le 16 août 2004 en l'étude de Maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, avocat, par lequel la requête ci-dessus indiquée et les pièces y annexées ont été communiquées pour le compte de l'administration préfectorale audit conseil pour son mémoire en défense ;

Vu la lettre n°2130/04/SAF/AB en date du 11 octobre 2004 enregistrée le 14 octobre 2004 sous le n°1384/GCS du greffe de la Cour, par laquelle l'administration préfectorale a transmis son mémoire en défense ;

vu le paiement de la consignation légale constaté suivant reçu n°1603 en date du 28 octobre 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 et précédemment appliquée ;

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Où l'avocat général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Sur la question de recevabilité



88 2

Considérant que l'administration par l'organe de son avocat, Maître Alexandrine F. SAIZONOU-BEDIE, invoque dans ses observations en défense le moyen unique tiré de l'irrecevabilité du présent recours motif pris du non-respect par le requérant des dispositions des articles 66 et 68 de l'ordonnance n°21/PR précitée et tenant en deux branches, d'une part au défaut de production d'une expédition de l'arrêté querellé, d'autre part au caractère précoce dudit recours ;

Considérant que de l'instruction du dossier, il ressort que le requérant n'a pas reçu notification de l'arrêté querellé, cependant en a obtenu copie par le biais de ses démarches personnelles, l'administration préfectorale elle-même n'ayant pas contesté le défaut de notification mis à sa charge ;

Considérant qu'au dossier figure la photocopie dudit arrêté et qu'ainsi le requérant s'est conformé aux prescriptions de l'article 66 de l'ordonnance n°21/PR précitée ;

Considérant que l'administration soutient en outre que le présent recours doit être déclaré irrecevable pour cause de précocité, qu'ayant expédié le recours gracieux le 06 juillet 1999 ainsi qu'en fait foi le cachet de la poste-le requérant devrait observer le délai de deux mois qui vient à expiration le 06 septembre 1999 avant d'introduire le recours contentieux ;

Qu'étant daté du 22 août 1999, soit quinze jours avant l'expiration du délai imparti au préfet de l'Atlantique pour donner suite au recours gracieux-le présent recours viole les prescriptions de l'article 68 de l'ordonnance n°21/PR déjà citée ;

Considérant que dans les conditions sus décrites, il est constant que le requérant n'a été informé de l'existence de l'acte lui portant grief qu'à compter de la date de la connaissance acquise ;

Qu'en effet, en l'absence de notification ou de publication, la connaissance acquise par toute personne d'une décision lui créant grief, ne fait courir le délai de recours à son encontre qu'au moment où un acte accompli par cette dernière révèle la réalité de cette connaissance ;

Qu'ainsi, le requérant ayant exercé le recours gracieux contre cet arrêté préfectoral par requête expédiée le 06 juillet 1999,



[Handwritten signature]

rapporte la preuve par là même qu'il a eu connaissance dudit arrêté au plus tard le jour où il a formé ce recours ;

Que de ce qui précède, il résulte qu'en application des dispositions de l'article 68 de l'ordonnance précitée, le requérant devra introduire le recours contentieux au plus tard le 06 novembre 1999 ;

Mais considérant qu'en saisissant la Haute Juridiction du présent recours suivant requête en date du 22 août 1999, le requérant n'a pas observé le délai légalement imparti à l'autorité préfectorale pour donner réponse au recours gracieux ;

Qu'ayant introduit le recours contentieux quinze jours avant l'expiration du délai de deux (02) mois fixé à ladite autorité, le requérant doit être déclaré irrecevable pour cause de précocité ;

Considérant cependant que eu égard à la durée de l'instruction en la présente cause, le délai de deux (02) mois est largement couvert sans que l'administration n'ait réagi ;

Qu'en effet, le silence notoire observé par celle-ci jusqu'à l'expiration du délai à elle imparti –soit jusqu'à la date du 06 septembre 1999, s'analyse en tout état de cause en une décision implicite de rejet puisque n'ayant pas, à la date du 06 septembre 1999 au plus tard, fait la preuve d'une réponse expresse qu'elle a adressée au requérant, laquelle constituerait une entrave à l'aboutissement du recours contentieux ;

Que dès lors, il échet de déclarer recevable le recours introduit par Jean OKOU et partant de l'examiner quant au fond ;

Au fond

Considérant que le requérant, par l'organe de son conseil Maître Alfred POGNON expose qu'il a acquis suivant acte sous seing privé en date à Cotonou du 04 août 1982, une parcelle de terrain auprès de DJIVO Christophe au quartier dit Avotrou dans l'ex-district urbain de Cotonou III ;

Que ladite parcelle fait partie d'un vaste domaine dont son vendeur est propriétaire par dévolution successorale ;

Que cette parcelle, dont la cession a été attestée par l'autorité administrative locale (délégué du quartier), a d'ailleurs



été relevée à l'état des lieux sous le n°1869 tranche Ayélawadjè-Avotrou lors des travaux de lotissement ;

Qu'à l'étape des opérations de recasement, il a été fait le 03 avril 1989 attributaire de la parcelle "d" du lot 722 Avotrou ainsi qu'il est prouvé par les mentions portées au verso de la pièce identifiée n°3 qui figure au dossier ;

Considérant qu'il précise avoir, préalablement à cette attribution légale, satisfait à toutes autres obligations notamment au paiement des divers frais de lotissement : en janvier 1985, taxe pour construction des bureaux du district-en mai 1986 frais de relevé d'état des lieux – octobre 1986 frais de lotissement – mars 1988 autre frais de lotissement – septembre 1988 taxe sur bornage et construction nationale DUC 3 ;

Qu'il a mis cette parcelle en valeur et y a logé des parents ;

Qu'il poursuit en affirmant que contre toute attente, sa nièce qui vit sur cette parcelle reçut de dame GBODEMAKOU, sa voisine, une assignation en référé introduit par le nommé Avimada AHLONSOU qui sollicite son expulsion de ladite parcelle au motif qu'il est un occupant sans titre ni droit ;



Considérant que le requérant explique que le demandeur en référé allègue qu'il est détenteur de l'arrêté préfectoral n°2/237/DEP-ATL/SG/SAD du 09 avril 1996 qui lui attribue la même parcelle mais qu'il a pu, grâce à ses relations personnelles, obtenir au prix de maintes difficultés, copie de l'arrêté ci-dessus cité et a saisi le préfet du département de l'Atlantique d'alors d'un recours gracieux en date du 26 avril 1999 auquel le préfet n'a daigné y donner suite ;

Considérant que le requérant fonde son recours sur trois principaux moyens tirés :

-le premier, de la violation du principe des droits acquis ;

-le second, de la forclusion en ce sens que l'administration préfectorale n'a pas observé le délai du recours contentieux, à l'occasion du retrait de la parcelle concernée à son attributaire d'origine ;

-le dernier tiré du détournement de pouvoir ;

885

Sur les deux premiers moyens du requérant tirés l'un de la forclusion et le second de la violation du principe des droits acquis sans qu'il soit nécessaire d'examiner le dernier moyen ;

-considérant que de l'examen des pièces du dossier, il ressort que la parcelle, objet de l'arrêté incriminé, a été régulièrement relevée à l'état des lieux au nom de Jean OKOU sous le n°1869 de la tranche Ayélawadjè -Avotrou comme l'atteste le premier reçu n°015175 en date du 30 mai 1986 dont photocopie figure au dossier et qui indique le paiement par le susnommé d'une avance de vingt mille (20.000) francs au titre du relevé d'état des lieux ;

Que tous les reçus constatant le règlement par Jean OKOU des différents frais et taxes relatifs aux opérations de fin d'état des lieux, de lotissement et de recasement intervenus entre 1985 et 1988, portent tous les mentions indiquées sur le premier reçu relatif à l'état des lieux initial ;

Que cette conformité de mentions contenues dans toutes les pièces est bien la preuve que le requérant Jean OKOU a été à l'origine reconnu présumé propriétaire de parcelle dans la tranche Ayélawadjè-Avotrou ;

Considérant que la parcelle relevée au nom du requérant a été par la suite identifiée "d" au lot 722 sis au quartier dit Avotrou puis attribuée au requérant ;

Que cette parcelle objet de recasement puis d'attribution au profit du requérant le 03 avril 1989 n'était plus disponible, passé le délai de deux (02) mois à compter de la date de signature de l'attestation ou de l'acte portant recasement ou attribution de cette parcelle ;

Considérant en effet que la jurisprudence admet que l'autorité administrative procède au retrait de tout acte administratif ayant créé des droits à condition que ledit retrait intervienne dans le délai du recours contentieux c'est-à-dire dans le délai de deux mois, celui d'un recours en annulation pour excès de pouvoir ;

Considérant que ledit acte n'ayant pas été remis en cause dans le délai de deux mois – à savoir celui du recours contentieux,

107

88

ainsi qu'il est consacré par la jurisprudence, soit en la présente cause, au plus tard le 04 juin 1989-l'administration n'est plus recevable à opérer en l'espèce quelque retrait ;

Qu'elle est en conséquence forclosée et le premier moyen du requérant est dès lors fondé ;

Considérant de même que l'administration préfectorale n'ayant pas opéré le retrait dans le délai a créé des droits désormais insusceptibles de retrait voire intangibles au profit de Jean OKOU ;

Que l'administration préfectorale en prenant le 09 avril 1996 l'arrêté dont annulation, aux fins d'attribuer à titre de dédommagement à Avimada AHLONSOU, une parcelle qui n'était plus disponible depuis le 04 juin 1989 a, de ce fait, violé le principe des droits définitivement acquis au profit du requérant ;

Que partant la parcelle dont s'agit ne doit faire l'objet d'aucune nouvelle attribution au profit d'un tiers ;

Qu'en définitive, les moyens ci-dessus sont fondés ;

Qu'en conséquence, il y a lieu d'annuler l'arrêté préfectoral n°2/237/DEP-ATL/SG/SAD du 09 avril 1999 en mettant les frais à la charge du Trésor Public ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en date du 22 août 1999 introduit par Jean OKOU en annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté préfectoral n°2/237/DEP-ATL/SG/SAD du 09 avril 1996 portant attribution de parcelles à titre de dédommagement est recevable ;

Article 2 : Ledit recours est fondé ;

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°2/237/DEP-ATL/SG/SAD du 09 avril 1996 est annulé en ce qui concerne la parcelle "D" du lot 722 du lotissement du quartier AVOTROU ;

Article 4 : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public ;



[Signature]

88

Article 5 Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême ;

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT;

Eliane R.G. PADONOU

et

Etienne FIFATIN

CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-neuf juin deux mille onze la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE,

MINISTERE PUBLIC ;

Geneviève GBEDO,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président,

Le Rapporteur,

Jérôme O. ASSOGBA

Eliane R. G. PADONOU

Le greffier,

Geneviève GBEDO

DE = Grátis

enregistré à Cotonou le 05/12/12

Fo 05 Case 8901

reçu Grátis

A l'inspecteur de l'Enregistrement



Erick M. M.
AKAKPO - DJHOUNTRY